

**OBJET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT A L'ASSOCIATION
 POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE SAINT-BERNARD (ADASB)
 POUR LA REALISATION D'UNE RETENUE COLLINAIRE COLLECTIVE**

L'Association pour le Développement Agricole de Saint-Bernard (ADASB) a pour objectif d'aménager et de mettre en valeur d'un point de vue agricole le terroir des « terrains de Saint-Bernard » avec notamment la mise en place, la gestion et l'entretien d'un réseau d'irrigation.

Dans le cadre de son activité et pour pallier les difficultés rencontrées par les agriculteurs de Saint-Bernard, compte tenu d'un déficit d'accès en eau de leurs parcelles agricoles, l'ADASB envisage la réalisation d'une grande retenue collinaire collective, dont le coût prévisionnel est estimé à 500 000,00 €.

En complément des cofinancements attendus (Conseil Départemental, Fonds Européens, etc.), l'ADASB sollicite auprès de la Ville de Saint-Denis une subvention de 52 000,00 €, correspondant aux postes suivants :

- préparation du terrain avec l'intervention d'un tractopelle (2 000,00 €) ;
- TVA liée à la réalisation du projet (50 000,00 €).

Pour mémoire, la Ville met à disposition de l'ADASB, à titre gratuit, la parcelle CE 267 d'une superficie d'un hectare pour la réalisation de cette opération.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, je vous demande :

1° d'approuver l'attribution d'une subvention d'équipement de 52 000,00 € au profit de l'ADASB pour la réalisation d'une retenue collinaire collective, selon les termes suivants :

- 10 % à la signature de la convention,
- 50 % au démarrage des travaux constaté par les services de la Ville,
- 40 % à la présentation des factures de travaux de la retenue collinaire terminée ;

2° d'approuver la convention d'objectifs et moyens afférentes ;

3° de m'autoriser à signer ladite convention et à accomplir toutes formalités et actes nécessaires à son exécution.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



OBJET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT A L'ASSOCIATION
POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE SAINT-BERNARD (ADASB)
POUR LA REALISATION D'UNE RETENUE COLLINAIRE COLLECTIVE

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 16/2-40 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur CHOPINET Gérard, 1er Adjoint de Quartier, présenté au nom de la Commission Affaire Générale/ Entreprise Municipale ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission - avec réserve de Monsieur VICTORIA René-Paul - ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE**

10 abstentions

pour

Monsieur FOURNEL Dominique, Madame ANILHA Fernande,
Messieurs VICTORIA René-Paul, LAGOURGUE Michel,
Madame DOKI-THONON Lisiane,
Messieurs HUBERT Richenel, MOREL Jean-Jacques,
Mesdames LATRA Sylvie, VITRY Faouzia et HO-SHING Cynthia

autres élus présents et mandatés

ARTICLE 1 Approuve l'attribution d'une subvention d'équipement de 52 000,00 € au profit de l'ADASB pour la réalisation d'une retenue collinaire collective; selon les termes suivants :

- 10 % à la signature de la convention,
- 50 % au démarrage des travaux constaté par les services de la Ville,
- 40 % à la présentation des factures des travaux de la retenue collinaire terminée.

ARTICLE 2 Approuve la convention d'objectifs et moyens afférente.

ARTICLE 3 Autorise le Maire à signer la convention et à accomplir tous actes et formalités nécessaires à son exécution.

ARTICLE 4 Les dépenses correspondantes seront imputées au Budget principal sous le chapitre 204.





CONVENTION 2016 N°

Entre

La COMMUNE DE SAINT-DENIS,
Hôtel de Ville
97717 Saint-Denis Messag Cedex 9
Représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Gilbert ANNETTE**,

d'une part

Et

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE ST BERNARD (ADASB)
17 chemin Técher
97417 LA MONTAGNE
Représentée par son Président en exercice, **Monsieur PROSERPINE Anselme**,

d'autre part

Vu l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
Vu l'article 1er du Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu la Délibération n° 16/2-38 du Conseil Municipal du 19/03/2016 (Budget Primitif) ;
Vu la Délibération n° 16/2-40 du Conseil Municipal du 19/03/2016 (Convention) ;

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT.

I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} - Objet de la convention

L'Association ADASB a pour objectif d'aménager et de mettre en valeur d'un point de vue agricole le terroir des « terrains de St Bernard », avec notamment la mise en place, la gestion et l'entretien d'un réseau d'irrigation.

L'Association a décidé, à son initiative et sous responsabilité, de mettre en œuvre la réalisation d'une retenue collinaire collective.

Compte-tenu de l'intérêt de ce projet, qui a vocation à pallier aux difficultés rencontrées par les agriculteurs de St Bernard en matière d'accès en eau de leurs parcelles agricoles, la Commune s'engage à soutenir la réalisation de cette retenue collinaire par l'attribution d'une subvention d'équipement.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour la durée de trois années civiles et budgétaires, à compter de la date de signature, étant précisé que la subvention allouée sera accordée pour la réalisation de l'équipement précité.

II - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3 - Contribution financière communale

Pour le budget 2016, la Commune accorde à l'Association pour le Développement Agricole de St Bernard (ADASB), une subvention d'un montant total de 52 000 € (*Cinquante-deux mille euros*) répartie de la manière suivante :

Motif	Montant
Préparation du terrain avec intervention d'un tractopelle	2 000 €
Tva affectée à la réalisation du projet	50 000 €

Le montant de cette subvention a été fixé par le Conseil Municipal après examen de l'objet de la demande, des budgets prévisionnels, des coûts éligibles, de l'ensemble des produits affectés et des bilans d'activité et financier de l'année écoulée, le cas échéant provisoires, transmis par l'Association.

Article 4 - Modalités de versement de la contribution financière

Cette subvention sera versée, après notification, en 3 fois maximum, selon les modalités suivantes :

- 10 % à la signature de la présente convention,
- 50 % au démarrage des travaux de retenue collinaire, constaté par les services de la Ville,
- 40 % à la présentation des factures de travaux de la retenue collinaire terminée.

Le solde de la subvention sera versé au vu de la copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé et du bilan intermédiaire établi et certifié par l'Association. Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

La subvention sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Les versements seront effectués au compte bancaire de l'Association correspondant au RIB transmis avec la demande de subvention.

Le comptable assignataire est (à préciser)

III - MISE À DISPOSITION

Article 5 – Mise à disposition du personnel

NEANT

Article 6- Mise à disposition de locaux

NEANT

Article 7 - Autres concours en nature

Pour la réalisation de l'opération mentionnée à l'article 1^{er}, la Commune met à disposition de l'Association le terrain ci-après désigné :

- nature : terrain ;
- localisation : parcelle cadastrée CE267 ;
- surface : 1 ha ;
- loyers et charges locatives estimés : mise à disposition gratuite ;
- durée : du 1^{er} décembre 2015 au 30 novembre 2025.

Les modalités de cette mise à disposition sont précisées dans la convention administrative en date du 9 décembre 2015, et signée par les deux parties.

VI - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Article 8 - Responsabilité et assurances

L'Association est responsable du respect des législations spécifiques à son activité.

Elle est seule responsable vis-à-vis de ses membres, de ses salariés et des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son activité.

L'Association fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de son activité. Elle s'engage à souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, les garanties couvrant les conséquences dommageables qui pourraient lui être imputées à cet égard, de manière que la responsabilité de la Commune ne puisse pas être recherchée. Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la Commune ne puisse en aucun cas être inquiétée.

La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la Commune par la production des attestations d'assurance correspondantes, lesquelles devront être produites annuellement. Cette communication n'engage en rien la responsabilité de la Commune pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de cette ou ces assurances s'avérerait insuffisant.

Le défaut de production des attestations d'assurance, à la demande de la Commune et dans le délai fixé par elle, peut justifier la résiliation de la présente convention aux torts exclusifs de l'Association.

VII - CONTROLE ET EVALUATION

Article 9 - Modalités de contrôle

9.1 - Prescriptions légales

En application des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'Association est tenue de fournir à la Commune une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité. Ces documents devront être remis à la Collectivité avant le 30 juin.

Conformément au 4^{ème} alinéa de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'Association doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte rendu doit être établi conformément aux dispositions prévues par l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif audit compte rendu financier. Il doit être déposé auprès de la Commune dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Il est rappelé qu'en application de l'article L. 612-4 du Code de commerce et du décret n° 2009-540 du 14 mai 2009, toute association ayant reçu annuellement des autorités administratives, au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 2000, ou des établissements publics à caractère industriel et commercial une ou plusieurs subventions dont le montant global dépasse 153 000.00 euros :

- est tenue de nommer au moins un commissaire aux comptes et un suppléant ;
- doit établir des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe,
- en outre dont le montant global des subventions serait supérieur à 153 000 € doivent fournir un bilan synthétique selon le modèle joint en annexe ;
- doit assurer la publicité de ses comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes sur le site internet de la Direction des Journaux officiels.

9.2 - Stipulations particulières

9.2.1

L'Association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Toute association percevant une subvention de la Commune d'un montant annuel supérieur à 23 000 euros sur deux exercices consécutifs, s'engage à désigner un expert comptable pour vérifier ses comptes. Le rapport de cet expert comptable doit être déposé auprès de la Commune dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

L'Association, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la Commune tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles.

L'Association s'engage à produire à la Commune toute pièce justificative de la réalisation du programme d'actions ou de l'action visés à la présente convention auxquels sont affectés la subvention et les moyens mis à disposition.

Elle s'engage à mettre la Commune en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'elle jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

L'Association s'engage à informer la Commune de toute modification intervenant dans sa situation (changements de RIB, d'adresse, de statuts, d'administrateurs, etc.) dans un délai de 30 jours à compter de ladite modification.

9.2.2

L'exécution de la Délibération Municipale

En outre, l'ADASB, devra se conformer aux obligations issues de la Délibération Municipale relative à l'attribution de la subvention d'équipement, à savoir :

1) **sur le plan technique**

- Permettre aux services de la Ville de constater le démarrage des travaux, et le cas échéant l'avancement de la retenue collinaire

2) **sur le plan administratif**

- signature au préalable de la convention d'objectifs et de moyens renseigné et préalablement mis à disposition et jointe en annexe, suivant le modèle issu de la circulaire du 18 janvier 2010.

3) **Sur le plan financier**

- La présente subvention d'équipement fera l'objet d'une imputation budgétaire sous le chapitre 204.

Article 10 - Reversement de tout ou partie de la subvention

En cas d'inexécution partielle ou totale de la convention par l'Association, la Commune pourra mettre en œuvre soit le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit la diminution ou la suspension du montant de la subvention, notamment dans les cas suivants :

- en cas d'utilisation de la subvention pour un objet ne présentant pas un caractère d'intérêt général en lien avec la commune ;

- au cas où l'activité de l'Association serait significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention ;
- en cas de défaut de publicité de leurs comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes sur le site internet de la Direction des Journaux officiels pour les associations astreintes à cette obligation en application des dispositions de l'article L. 612-4 du Code de commerce et du décret n° 2009-540 du 14 mai 2009 ;
- si l'action soutenue relève d'un cofinancement, en cas de non-obtention d'un financement sollicité, en cas de rupture des relations contractuelles entre l'Association et un co-financeur, en cas d'abandon, de suspension ou de retrait du projet ou en cas de prononcé d'une sanction ou d'une injonction de reversement des financements attribués par un co-financeur ;
- en cas de déclaration inexacte ou trompeuse faite par l'Association dans sa demande de subvention ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte de l'Association au titre de la présente convention ;
- en cas d'absence de mention du soutien apporté par la Commune sur les principaux documents informatifs ou promotionnels de l'Association.

Les cas énumérés ci-dessus ne sont pas limitatifs.

La Commune pourra également demander à l'Association le reversement des sommes non utilisées ou insuffisamment justifiées ou non justifiées par l'Association.

Cette décision sera précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, l'Association étant mise en mesure de présenter ses observations dans le respect des droits de la défense. Le délai fixé par la mise en demeure tiendra compte de la nature du manquement invoqué.

Le reversement total ou partiel de la subvention décidé par la Commune fera l'objet d'une injonction délivrée par voie de lettre recommandée avec demande d'accusé de réception et sera poursuivi par voie de titre exécutoire s'il n'est pas fait droit à l'injonction dans un délai de trente jours.

Article 11 – Evaluation

Au terme de la convention, l'Association remet à la Commune, dans un délai de six mois, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions ou de l'action subventionnés. La Commune procède, conjointement avec l'Association, à l'évaluation de ses conditions de réalisation.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, ainsi que sur l'impact du programme d'actions ou de l'action au regard de l'intérêt local.

Article 12 - Résiliation de la convention

Sans préjudice du reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en application de l'article précédent, la Commune pourra également, en cas d'inexécution partielle ou totale de la convention d'une particulière gravité, prononcer sa résiliation de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, l'Association étant mise en mesure de présenter ses observations dans le respect des droits de la défense.

La résiliation de la convention par la Commune ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera également résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association pour quelque cause que ce soit.

Article 13 - Renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect de la présente convention par l'Association.

VIII – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 14 – Communication

L'Association s'engage à mentionner de manière lisible, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, le soutien financier de la Commune par, au minimum, l'apposition des armoiries de Saint-Denis.

Article 15 – Avenant

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 16 - Litiges

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties.

En cas de désaccord persistant entre la Commune et l'Association, le Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Article 17 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leur siège respectif.

En cas de changement de domiciliation de l'Association, et faute pour elle de l'avoir signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, toute notification ayant trait à l'exécution de la présente convention sera valablement effectuée au domicile visé à l'alinéa précédent.

Article 18 - Documents annexés à la convention

Seront annexés à la convention : Le plan de trésorerie signé du Président et (ou) du Trésorier (en 3 exemplaires) et l'annexe 1 - Prescriptions légales pour les associations percevant plus de 153 000 euros de fonds publics.

Fait à Saint-Denis,
Le

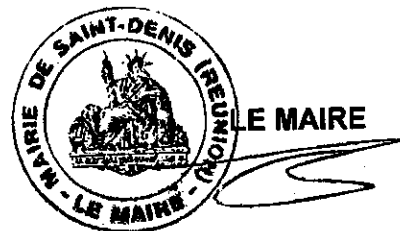
Le Président de l'Association

Le Maire

Anselme PROSERPINE

Gilbert ANNETTE

Vu par le Conseil Municipal de Saint-Denis
en séance du samedi 19 mars 2016
et annexé à la Délibération n° 16/2-40



Gilbert ANNETTE

ANNEXE 1 - Prescriptions légales

Le budget prévisionnel global de l'objectif ainsi que les moyens affectés à sa réalisation. Ce dernier devra être transmis sous la forme suivante :

<input type="checkbox"/> Trésorerie	€
<input type="checkbox"/> Dont montant de la trésorerie disponible à la clôture de l'exercice	€
<input type="checkbox"/> Dont montant des valeurs de placements à cette date	€

Compte de résultat et budgets (en euro)	Compte de résultat du dernier exercice clos du 01/01/14 au 31/12/14	Budget de l'année en cours du 01/01/15 au 31/12/15	Budget prévisionnel du 01/01/16 au 31/12/16
Cotisations et assimilés			
Prestations de services			
Subventions Européennes			
Subventions de l'Etat			
Subventions Régionales			
Subventions Départementales			
Subventions de la collectivité			
Subventions des Autres Organismes Publics			
Subventions des Autres Organismes Privés			
Total des subventions			
Autres produits			
Reprise sur provisions et amortissements			
Total des produits d'exploitation			
Achats			
Charges externes			
Impôts et taxes			
Salaires et indemnités			
Charges Sociales			
Autres charges			
Dotations aux amortissements et provisions			
Total des charges d'exploitation			
Résultat d'exploitation			
Produits financiers			
Charges financières			
Résultat financier			
Produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles			
Résultat exceptionnel			
Résultat NET			

(Pour les Associations qui bénéficient de plus de 153 000 € de subvention, un ensemble d'indicateurs d'activités et financiers sont à remettre trimestriellement à la Commune ; à préciser)